

Contrat d'assurance collective de dommage n° 2 500 278 – par la SARL ASSURANCES DAUPHIN 58 rue de Buzenval 92210 Saint Cloud N° Orias 07010488 (ci-après dénommé le « Courtier ») AIG EUROPE SA compagnie d'assurance immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806) dont le siège social est sis 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, <http://www.aig.lu/>. AIG Europe SA est agréée par le Ministère Luxembourgeois des Finances et contrôlée par le Commissariat aux Assurances 7, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, GD de Luxembourg, Tel.: (+352) 22 69 11 - 1, caa@caa.lu, <http://www.caa.lu/>. Succursale pour la France Tour CB21 - 16 place de l'Iris 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463 - Téléphone : +33 1.49.02.42.22 - Facsimile : +33 1.49.02.44.04. AIG Europe SA est agréée par le Ministère Luxembourgeois des Finances et contrôlée par le Commissariat aux Assurances 7, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, GD de Luxembourg, Tel.: (+352) 22 69 11 - 1, caa@caa.lu, <http://www.caa.lu/>. Le rapport annuel sur la solvabilité et la situation financière d'AIG Europe SA est disponible sur le site <http://www.aig.lu/>. La commercialisation de contrats d'assurance en France par la succursale française d'AIG Europe SA est soumise à la réglementation française applicable, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. <https://acpr.banque-france.fr/>.

MODALITES D'ADHESION

L'adhésion à l'Assurance VELO est accessible aux personnes physiques majeures ou aux personnes morales propriétaires d'un vélo **moins de 36 mois au jour de la conclusion de l'adhésion et dont le prix d'achat TTC ne dépasse pas 6000 € (la facture d'achat acquittée du vélo faisant foi) résidant en France**

L'assurance garantit : - le vélo photographié et désigné sur le Bulletin d'adhésion et le Certificat d'adhésion (marque, modèle et n° de série) retourné à l'adhérent lors de sa souscription en ligne sur le site www.assurancesvelo.com

Condition préalable à la conclusion du contrat d'assurance

L'adhérent doit fournir une photographie du Vélo assuré préalablement à la date d'effet du présent contrat

Seul le Vélo pris en photo lors de la souscription de la présente est garanti.

La non fourniture d'une photographie du Vélo assuré ou toute photographie inexploitable annulera le présent contrat.

Dans ce cas la cotisation payée par l'Adhérent lui sera intégralement remboursée.

Conclusion de l'adhésion : L'adhésion est conclue, au moment où l'Adhérent reçoit le certificat d'adhésion adressée par le Courtier, agissant au nom et pour le compte de l'Assureur.

L'Adhérent doit conserver la Notice d'Information et le certificat d'adhésion.

1. DEFINITIONS

Accident : évènement soudain, involontaire et extérieur au bien assuré et constituant la cause du dommage matériel au bien assuré

Adhérent : la personne physique ou morale mentionnée sur le certificat d'adhésion, propriétaire du matériel assuré et ayant sa résidence en France.

Assuré(s) : l'adhérent ou l'utilisateur autorisé du bien assuré

Bien assuré : Tout vélo non soumis à l'obligation d'immatriculation suivant

- le vélo mécanique ou le vélo à assistance électrique **acheté neuf ou d'occasion moins de 36 mois au jour de la conclusion de l'adhésion** et dont les références (marques, modèles et prix d'achat TTC) figurent sur le bulletin d'adhésion et correspondant au vélo figurant sur la photographie transmise par l'Adhérent

Le vélo mécanique est constitué des parties suivantes : un cadre, une potence, une selle, deux roues, un pédalier

Le vélo à assistance électrique est constitué des parties suivantes : un cadre, une potence, une selle, deux roues, un pédalier, un moteur électrique et une batterie

Bien irréparable : Lorsque le coût TTC de la réparation du Bien assuré dépasse sa Valeur de remplacement ou que le Bien assuré n'est pas techniquement réparable

Dommage accidentel : toute détérioration ou destruction du Bien assuré nuisant à son fonctionnement normal du Bien assuré et résultant des événements suivants : choc accidentel contre un corps fixe ou mobile;

- renversement ou chute du vélo avec ou sans collision préalable;
- incendie, explosion, chute de la foudre ;
- L'assureur garantit l'équipement du cycliste en cas de dommage matériel résultant d'une chute accidentelle du cycliste du Bien assuré

En cas de transport du vélo assuré par un véhicule terrestre à moteur à condition que le vélo assuré soit attaché sur une galerie ou un porte vélo fixé au véhicule terrestre.

Franchise : somme déduite du montant de l'indemnité versée à l'assuré et restant à la charge de l'Assuré

Négligence : le fait d'exposer le matériel assuré à un dommage prévisible ou d'utiliser le vélo de façon non conforme à sa destination, le fait de ne pas attacher le vélo sur le porte-vélo ou la galerie d'une véhicule terrestre à moteur

Période d'assurance : période de 12 mois comprise entre la date d'effet de l'adhésion et sa date de renouvellement ou entre deux dates de renouvellement

Valeur de remplacement : prix d'achat TTC du Bien assuré figurant sur la ou les factures d'achat, hors frais de livraison

Vélo à assistance électrique (VAE) : le vélo qui présente les 3 caractéristiques suivantes :

- la puissance du moteur est limitée à 250 W maximum ;
- le moteur se débraye automatiquement dès que le cycliste cesse de pédaler ;
- le moteur se débraye automatiquement dès que le vélo dépasse la vitesse de 25 km/h.

Véhicule terrestre à moteur : véhicule à quatre roues entièrement carrossé

Tiers : toute autre personne que l'Assuré, un membre de sa famille ou un préposé de l'Assuré

2. OBJET DES GARANTIES

1/ Garantie dommage

En cas de dommage accidentel causé au Bien assuré , l'Assureur prend en charge

- Si le vélo le Bien assuré est réparable : les frais de réparation du Bien assuré (pièces et main d'œuvre) toutes taxes comprises.

Le tarif de la main d'œuvre sera calculé sur une base de 45€ TTC de l'heure avec un maximum 135 € TTC par sinistre.

Les coûts de pièces et de la d'œuvre devront faire l'objet d'un devis validé par l'Assureur

- Si le Bien assuré est irrécupérable, celui-ci sera indemnisé dans la limite sa valeur de remplacement après déduction de la franchise applicable et dans limite des plafonds de garanties mentionnés au § 2.1.

3. LIMITES ET PLAFONDS DE GARANTIE

Plafond des Garanties par sinistre et par période d'assurance et franchises applicables.

Plafond de garantie par année d'assurance :

- **valeur de remplacement dans la limite de 6000 € dont 700 € pour les roues**

Ce plafond de garantie figure sur le certificat d'adhésion remis à l'Adhérent par le courtier.

3.2 Franchises applicable

Franchise applicable en cas de dommage réparable causé au vélo :

- 10 % de la valeur de remplacement du vélo avec un minimum de 100 € TTC

Franchise applicable en cas de dommage réparable ou irrécupérable causé aux roues :

- 50 % de la valeur de remplacement des roues avec un minimum de 100 €

Franchise applicable en cas de dommage irrécupérable :

Si l'Assuré rachète un nouveau vélo :

- la franchise applicable est de 15 % de la valeur de remplacement du vélo assuré avec un minimum de 150 €

Si l'assuré ne rachète pas un nouveau vélo :

- la franchise applicable est de 20 % de la valeur de remplacement du vélo assuré avec un minimum de 200 €

3.3 Tableau récapitulatif des garanties

3.3.1 Garantie Dommage

Garantie Dommage accidentel	Montants et limites par année d'assurance	Franchise applicable
Si le Bien assuré est réparable	Montant de la réparation facturée incluant pièces et main d'œuvre Limite : valeur de remplacement et dans la limite de 6000 € dont 700 € pour les roues	10% du montant de la réparation TTC Minimum : 100 €

Si le Bien assuré est irrécupérable	Limite : Valeur de remplacement dans la limite de 6000 € dont 700 € pour les roues	20% de la valeur de remplacement Minimum : 200€ En cas de rachat d'un nouveau vélo 15% de la valeur de Minimum 150 €
Domage aux Roues	Limite : valeur de remplacement dans la limite de 700 €	50% de la valeur de remplacement Minimum : 100 €

4. EXCLUSIONS

Exclusions générales

Les conséquences d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré, ou de toute personne autre qu'un Tiers.

Les conséquences de la guerre civile ou étrangère ou d'insurrection ou de confiscation par les autorités.

Tout Assuré figurant sur toute base de données officielle, gouvernementale ou policière de personnes avérées ou présumées terroristes ainsi que tout Assuré membre d'organisations terroristes, trafiquant de stupéfiants, ou impliqué en tant que fournisseur dans le commerce illégal d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques.

Tout sinistre résultant de la négligence de l'Assuré

Sont exclus de la garantie « Dommage matériel accidentel » :

Les défauts et vices cachés du Bien assuré ,

Les dommages résultant de l'Usure normale du Bien assuré , tels que les rayures, les égratignures et dommages esthétiques, (et toutes pièces frottées) ne nuisant au fonctionnement normal du vélo

Les dommages résultant du non-respect des instructions d'utilisation et d'entretien figurant dans la notice du fabricant du Bien assuré ,

Les dommages causés lors de la livraison du Bien assuré,

Les dommages liés à l'usure naturelle des roues (notamment l'usure des bandes de freinage)

Les dommages subis par le vélo lorsqu'il est confié à un réparateur,

L'oxydation ou la corrosion du Bien assuré,

Les dommages aux pneus, chambres à air, outils, pompe, housse de protection, chaîne, batterie.

Les dommages aux accessoires et équipements du vélo ou du cycliste

5. DEMARCHE A SUIVRE EN CAS DE SINISTRE

L'Assuré doit impérativement déclarer le sinistre au Courtier dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la date de la survenance de celui-ci. Cette déclaration doit être adressée :

Par courrier à l'adresse suivante :

ASSURANCES DAUPHIN 58 rue de Buzenval 92210 Saint Cloud

Ou par mail à l'adresse suivante : contact@assurancesvelo.com

➤ **En cas de Dommage accidentel :**

Se conformer à aux instructions de l'Assureur.

Ne pas procéder à la réparation du Bien assuré sans l'autorisation de l'Assureur.

IL appartient à l'Assuré de prouver l'existence et la valeur du Bien assuré volé ou endommagé.

Lorsque le sinistre n'est pas déclaré dans les délais prévus, sauf cas fortuit ou force majeure, l'Assuré perd son droit à indemnité, si ce retard a causé un préjudice à l'Assureur

- **L'Assureur peut réclamer une indemnité correspondant au préjudice qu'il a subi.**
- **Si, de mauvaise foi, l'Assuré fait de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences du sinistre, l'Assuré est entièrement déchu de tout droit à garantie pour ce sinistre.**

6. PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'ASSUREUR EN CAS DE SINISTRE

En cas de sinistre, l'Assuré devra fournir à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

DANS TOUS LES CAS :

- Une copie du certificat d'adhésion au présent contrat
- La facture d'achat originale délivrée par le vendeur du Bien assuré mentionnant les caractéristiques et le prix du Bien assuré
- **Pour les vélos d'occasion : l'attestation de ventes ainsi que la photocopie de la carte d'identité du vendeur en plus de la facture d'achat d'origine du vélo neuf**
- Une déclaration écrite de l'Assuré reprenant les circonstances exactes de la survenance du sinistre.
- Le formulaire sinistre dûment rempli et signé.
- Une pièce d'identité de l'Assuré (CNI, passeport ou carte de séjour)
- Une preuve de paiement (relevé bancaire , photocopie chèque de banque etc....)

EN CAS DE DOMMAGE MATERIEL ACCIDENTEL :

- Une photo du Bien assuré endommagé.
- Le Bien assuré endommagé si l'Assureur le demande
- Le diagnostic et le devis du réparateur du Bien assuré
- La facture acquittée de réparation après acceptation écrite de l'Assureur pour la réparation du Bien assuré .
- La facture d'achat des pièces de remplacement si l'Assuré à procéder lui-même à la réparation du Matériel assuré
- La facture des frais d'envoi du Bien assuré à l'assureur

L'Assureur peut demander l'avis d'un expert ou d'un enquêteur ainsi que toute autre pièce objectivement et strictement nécessaire afin de démontrer que les conditions de la garantie sont réunies

7. EXPERTISE ET DIAGNOSTIC

Le bien assuré peut être vérifié par l'Assureur dans le but de vérifier la nature du Sinistre.

L'Assuré devra envoyer les pièces ou le Bien assuré au Courtier aux frais de l'Assureur

Si le Sinistre n'est pas garanti, le Bien assuré sera restitué à l'Assuré aux frais de l'Assureur
Les frais d'envoi sont pris en charge dans la limite de 50 € TTC

8. EVALUATION ET REGLEMENT DU SINISTRE

Le versement de l'indemnité ne peut avoir lieu que sur présentation des pièces justificatives nécessaires à la constitution et à l'instruction du dossier sinistre.

8.1 Evaluation du sinistre

- Le montant du sinistre est évalué à partir :
 - De la facture de réparation du bien assuré en cas de Dommage accidentel si le vélo est réparable.
- En cas de dommage irréparable du bien assuré :
 - L'Assuré ne souhaite pas remplacer le Bien assuré : la facture d'achat du Bien assuré dans la limite du plafond de garantie
 - Si l'Assuré souhaite remplacer son vélo : la facture d'achat du nouveau Bien (vélo ou équipement) dans la limite du plafond de garantie

8.2 Modalité de règlement du sinistre

L'Assureur s'engage à verser l'indemnité due à l'Adhérent dans les trente (30) jours qui suivent l'acceptation du sinistre, à partir du jour où l'Assuré a fourni l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au paiement.

L'indemnisation du Bien assuré ne peut être réalisée qu'en France et en Euros.

8.3 Propriété de l'Assureur/ délaissement d u bien assuré :

Le Bien assuré dont le Sinistre est pris en charge par l'Assureur deviendra de plein droit la propriété de l'Assureur en cas de remplacement du Bien assuré ou d'indemnisation financière. L'assuré ne peut en aucun cas refuser le remplacement ou l'indemnisation financière et récupérer l'Appareil assuré

9. DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ADHESION ET DES GARANTIES

9.1 Date d'effet de l'adhésion et des garanties

Sous réserve du paiement effectif de la cotisation d'assurance, l'adhésion prend effet, avec l'accord exprès de l'Adhérent, à la date mentionnée sur le certificat d'adhésion.

9.2 Durée de l'adhésion et des garanties

L'adhésion est conclue pour une durée de 1 (un) an à compter de sa date d'effet. A défaut de résiliation 1 (un) mois avant ce terme, l'adhésion est ensuite reconduite, à chaque date anniversaire par tacite reconduction pour des périodes successives de 1 (un) an, sauf cas de résiliation stipulés dans l'Article 9. de la présente Notice.

10. TERRITORIALITE

Les garanties s'exercent pour tout évènement garanti survenant dans le monde entier.
La gestion, l'instruction des sinistres se fera en France l'indemnité sera réglée en Euros .

11. RESILIATION DE L'ADHESION

A l'initiative de l'Adhérent :

- A l'expiration de la première année d'assurance en formulant sa demande au moins deux (2) mois avant la date d'échéance du présent contrat, par lettre recommandée auprès du Courtier à l'adresse suivante SARL DAUPHIN 58 rue de Buzenval 92210 Saint Cloud
- Pour l'Adhérent personne physique, à tout moment à compter du treizième (13^{eme}) mois à compter de la date de souscription, le Souscripteur devant formuler sa demande comme indiqué ci-dessus. Le contrat prend alors fin à l'échéance mensuelle du mois de sa demande de résiliation.
- En cas de disparition ou de destruction totale du matériel garanti n'entraînant pas la mise en jeu des garanties (Article L.121-9 du Code des assurances).

A l'initiative de l'Assureur :

- En cas non-paiement de la cotisation (article L.113-3 du Code des assurances) ;
- Après Sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances). Le Courtier en informe alors le Souscripteur et la résiliation est prise en compte sur la facture succédant à cette information ; celui-ci a alors le droit de résilier les autres assurances dont il peut bénéficier auprès de l'Assureur.
- A chaque échéance annuelle sous réserve d'un préavis de deux (2) mois.

Dans tous les autres cas prévus par le Code des Assurances.

Remboursement de la cotisation

Conformément au paragraphe précédent, si l'adhésion est résiliée au cours d'une période d'assurance, l'Assureur rembourse la portion de cotisation déjà réglée afférente à la période postérieure à la résiliation (frais de gestion déduits), sauf lorsqu'elle résulte du non-paiement de la cotisation (cette portion est alors due à l'Assureur à titre d'indemnité, en particulier lorsqu'il est accordé des facilités de paiement par fractionnement, c'est la totalité de la cotisation qui est due) ou d'une fausse déclaration pour laquelle la mauvaise foi du Souscripteur n'est pas établie.

12 COTISATION

Le montant de la cotisation annuelle TTC est indiqué sur le certificat d'assurance.

Ce montant sera également indiqué à chaque échéance du présent contrat..

La cotisation est réglée par l'Adhérent annuellement en une seule fois ou mensuellement en douze fois.

Le premier prélèvement de la cotisation d'assurance annuelle intervient, avec l'accord exprès de l'Adhérent, à compter de la date d'effet de l'adhésion, soit avant la date d'échéance du délai de renonciation.

En cas de sinistre, la totalité de la cotisation annuelle restant due sera prélevée par le Courtier

12.1 Modification de la cotisation

Le montant de la cotisation pourra être révisé par l'Assureur si ce dernier devait modifier le barème de base applicable aux contrats de même nature. Dans ce cas, l'Assureur en informerait le Souscripteur par courrier trois (3) mois avant la date de renouvellement annuel du contrat. Le Souscripteur pourra alors refuser cette modification en résiliant son contrat, dans les conditions indiquées à l'article.

Toute modification éventuelle de la taxe d'assurance sera répercutée sur le montant de la cotisation dans les conditions prévues au paragraphe ci-dessus.

13. DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Déclarations de L'Adhérent

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'Adhérent.

L'Adhérent doit lors de son adhésion au contrat :

- Répondre exactement aux questions posées sur le bulletin d'Adhésion
- Transmettre un photographie du vélo assuré au Courtier

Les sanctions en cas de déclarations inexactes ou incomplètes

- **Toute fausse déclaration intentionnelle, omission ou déclaration inexacte des circonstances du risque entraîne l'application des sanctions prévues par le Code des Assurances :**
 - la réduction des indemnités si l'Assuré est de bonne foi,
 - la nullité du contrat si l'Assuré est de mauvaise foi.
- **Toute souscription frauduleuse de plusieurs assurances pour couvrir un même risque pour les biens assurés entraîne la nullité du contrat**

13.2 Modification de l'adhésion

Pendant la période de validité de l'adhésion, en cas de changement du Bien assuré :

- L'Assuré doit communiquer par courrier au Courtier à l'adresse suivante ASSURANCES DAUPHIN 58 rue de Buzenval 92210 Saint Cloud, les références du vélo de substitution (marque, modèle, n° de série), dans les 30 (trente) jours calendaires suivant la date d'achat du vélo de substitution.

Les sanctions en cas de déclarations inexactes ou incomplètes

- **Toute fausse déclaration intentionnelle, omission ou déclaration inexacte des circonstances du risque entraîne l'application des sanctions prévues par le Code des Assurances :**
 - la réduction des indemnités si l'Assuré est de bonne foi,
 - la nullité du contrat si l'Assuré est de mauvaise foi.
- **Toute souscription frauduleuse de plusieurs assurances pour couvrir un même risque pour les biens assurés entraîne la nullité du contrat.**

13.3 Renonciation en cas de conclusion du contrat d'assurance à distance

Conformément à l'article L112-2-1 du Code des assurances, un droit de renonciation s'applique aux contrats d'assurance conclues à distance, notamment vendues en ligne.

Si l'Adhérent a adhéré au contrat d'assurance « offre vélo » en ligne, il peut exercer cette faculté de renonciation retournant une demande de renonciation dûment complétée, datée et signée accompagnée d'une copie de la facture de location avant l'expiration du délai de quatorze jours calendaires à compter de la date de conclusion du Contrat « offre vélo », en écrivant au Courtier à l'adresse suivante : ASSURANCE DAPHIN 58 rue de Buzenval 92210 Saint CLOUD

Modèle de lettre de renonciation :

Je soussigné(e) (Nom, Prénom), souhaite renoncer au contrat d'assurancedont le numéro police est le 2500278 souscrit le et vous prie de m'adresser personnellement le remboursement de la cotisation versée, soit€.

Fait le Signature

En cas d'exercice du droit de renonciation, toute cotisation versée sera remboursée au Souscripteur au plus tard dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de renonciation.

Le Souscripteur ne peut exercer son droit de renonciation lorsqu'il a demandé l'exécution du Contrat de rachat de franchise pendant le délai de renonciation, par exemple sous la forme d'une déclaration de Sinistre ou si son contrat a déjà été entièrement exécuté.

13.4 Pluralité d'assurances

Conformément aux dispositions de l'Article L.121-4 du Code des Assurances, quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties de chaque contrat, et dans le respect des dispositions de l'Article L.121-1 du Code des Assurances.

13.5 Subrogation

Conformément à l'Article L. 121-12 du Code des Assurances, en cas de règlement partiel ou total d'indemnités, l'Assureur est subrogé automatiquement dans tous droits et actions de l'Assuré, à concurrence du montant des indemnités réglées.

13.6 Prescription

Conformément aux articles L 114-1 à L 114-3 du Code des Assurances, toute action dérivant du contrat d'assurance est prescrite par 2 ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;
- En cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires de la prescription à savoir :

- Toute demande en justice, y compris en référé, tout commandement, saisie ou mesure conservatoire ou d'exécution forcée signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, conformément aux articles 2241 à 2244 du Code civil ;
- Toute reconnaissance non équivoque par l'Assureur du droit de l'Assuré, ou toute reconnaissance de dette de l'Assuré envers l'Assureur conformément à l'article 2240 du Code civil ;
- Toute demande en justice ou mesure d'exécution forcée à l'encontre d'un débiteur solidaire, toute reconnaissance de l'Assureur du droit de l'Assuré ou toute reconnaissance de dette de l'un des débiteurs solidaires interrompt la prescription à l'égard de tous les codébiteurs et leurs héritiers, conformément à l'article 2245 du Code civil ;
- Par la désignation d'un expert à la suite d'un Sinistre ou par l'envoi – par l'Assureur ou par l'Assuré à l'autre partie - d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, et conformément à l'article L114-3 du Code des assurances, les parties au Contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

13.7 Réclamation - médiation

En cas de difficulté relative à la gestion de son adhésion, des cotisations ou d'un Sinistre, le Souscripteur doit s'adresser par écrit au Courtier à l'adresse : SARL DAUPHIN 58 rue de Buzenval 92210 Saint Cloud. Le Courtier s'engage à apporter une réponse à la réclamation dans les cinq (5) jours ouvrés suivant sa réception ou, si une telle réponse ne peut être apportée dans ce délai, à accuser réception de la réclamation dans ce même délai et à apporter une réponse à la réclamation dans les trente (30) jours suivant sa réception.

Si la réponse donnée par le Courtier ne le satisfait pas, le Souscripteur peut alors solliciter l'avis de l'Assureur en écrivant à AIG SA -

Service Clients - Tour CB21 - 16 place de l'Iris - 92040 Paris La Défense. La politique de l'Assureur en matière de satisfaction client est disponible sur son site à l'adresse suivante : <http://www.aigassurance.fr>.

Après épuisement des voies de recours interne et si le désaccord persiste après la réponse donnée par l'Assureur, la personne concernée pourra, sans préjudice de ses droits à intenter une action en justice, saisir le Médiateur de la Fédération Française de l'Assurance à l'adresse suivante : La Médiation de l'assurance, TSA 50 110, 75 441 PARIS CEDEX 09.

13.8 Protection des données à caractère personnel

En qualité de responsable de traitement au titre du Règlement Européen 2016/679 sur la protection des données à caractère personnel, l'Assureur s'engage à protéger les données à caractère personnel de ses clients, assurés et partenaires conformément audit règlement. Les données à caractère personnel recueillies par l'Assureur sont collectées aux fins de permettre (de manière automatisée ou non) la souscription ainsi que la gestion des contrats d'assurance et des sinistres. L'Assureur peut également utiliser les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la prévention de la criminalité (en particulier en matière de lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent). L'Assureur peut communiquer les données à caractère personnel aux sociétés de son groupe, à des prestataires de services ainsi qu'à d'autres tiers à ces mêmes fins. Les données à caractère personnel peuvent être transférées à l'étranger, y compris vers des pays qui ne font pas partie de l'Espace économique européen. Ces transferts sont encadrés par des garanties appropriées, notamment contractuelles, conformément à la réglementation européenne applicable. Les personnes concernées disposent de certains droits relatifs à leurs données à caractère personnel et en particulier des droits d'accès, de rectification, de limitation à l'utilisation, d'opposition, d'effacement ou de portabilité. Des informations complémentaires sur l'utilisation des données à caractère personnel par l'Assureur et sur les droits des personnes concernées sont disponibles sur <http://www.aigassurance.fr/protection-des-donnees-personnelles>.

Toute personne concernée peut exercer ses droits en écrivant à : AIG Service Conformité, Tour CB21 - 16 Place de l'Iris - 92040 Paris La Défense Cedex ou par e-mail à donneespersonnelles.fr@aig.com. Un exemplaire de la Politique de protection des données à caractère personnel de l'Assureur peut être obtenu en écrivant comme indiqué ci-dessus. Toute personne concernée peut également s'opposer, par simple lettre envoyée comme indiqué ci-dessus, à ce que ses données à caractère personnel soient utilisées à des fins de prospection commerciale.